SOCIALISME OU BARBARIE

Courant International

http://sobfrance.unblog.fr - SouB.france@gmail.com - Août 2013 - Prix Libre

BROCHURE SPECIALE : ELECTIONS EN ARGENTINE

Une élection historique de la gauche

1.000.000 DE VOIX

ENTRE LE FIT ET LE NOUVEAU MAS

Editoriale : Dur vote-sanction contre le kirchnerisme Une transition remplie d'incertitudes commence

Le bilan de la gauche - Pages 5 à 8

La campagne du Nouveau MAS - Pages 9 et 16

Les débats dans la gauche - Pages 10 à 15

L'importance stratégique des élections en Argentine

Nous publions cette brochure sur les élections en Argentine puisque nous croyons qu'il s'agit d'une expérience très enrichissante pour comprendre le développement des gouvernements de centre-gauche en Amérique Latine, ainsi que les réponses que nous pouvons apporter à gauche.

Le contexte régional

Ces élections ont été signées par la détérioration du gouvernement Kirchner, au pouvoir depuis une dizaine d'années, et qui fait partie avec Evo Morales, Chavez et Maduro, et d'autres présidents, d'une série de gouvernements de centre-gauche, soi-disant populaires et antiimpérialistes, mis en place pour apaiser la vague de protestations marquée par la révolte populaire d'Argentine en 2001, en Bolivie en 2003 et 2005, la victoire contre le Coup d'Etat patronal en Venezuela en 2002, entre autres.

Sous le feu de la crise internationale du capitalisme, ces gouvernements, depuis toujours anti-ouvriers, ont avancé vers des attaques aux travailleurs et aux secteurs populaires, ce qui est à la base de leur détérioration.

La nouveauté des élections en Argentine est que tandis qu'au Venezuela, par exemple, cette détérioration a profité à Capriles, candidat de la droite pro-impérialiste, en Argentine elle a permis, toute proportion gardée, l'émergence d'un pôle politique de la gauche ouvrière : entre le FIT et le Nouveau MAS, section argentine du courant Socialisme ou Bararie, nous avons obtenu 1 million de voix. En même temps, les courants de la gauche réformiste et électoraliste, comme le Mouvement Socialiste des Travailleurs, qui soutient le gouvernement de Chavez, n'a pas eu de problèmes pour s'allier aux secteurs de la bureaucratie syndicale et qui prend comme modèle Syriza, se sont effondrés. Ils n'ont obtenu à la Capitale Féderale que 22.000 voix (contre 18.000 du Nouveau MAS et 78.000 du FIT) et que 100.000 à la Province de Buenos Aires, avec un front de trois partis (contre 68.000 du Nouveau MAS et 342.000 du FIT). Les résultats obtenus par le Nouveau MAS et le FIT donnent des nouvelles bases pour le développement d'une gauche révolutionnaire, de classe, antibureaucratique.

Une campagne révolutionnaire

Le Nouveau MAS, section argentine du courant Socialisme ou Barbarie internationale, a mené une campagne pour les droits des travailleurs, des femmes et de la jeunesse. Après avoir réalisée une intense campagne d'inscription électorale, nous avons pu présenter des candidats dans les principaux districts du pays : Capitale Fédérale, province de Buenos Aires, de Cordoba et de Neuquen.

Loin des traits opportunistes du FIT[1], dont la consigne centrale était « des parlementaires de gauche » (pour faire quoi ?), nous avons défendu, dans le pays du Pape François I, le droit à l'avortement légale, libre, sûr et gratuit, nous avons dénoncé le caractère antipopulaire du gouvernement Kirchner, ainsi que de l'opposition de droite patronale, nous avons défendu l'élimination de l'impôt sur les salaires, et des taxes plus lourdes sur les patronales, contre la précarité de la jeunesse, pour l'éducation et la santé publique.

Cette politique électorale révolutionnaire, contraire au critère d'obtention d'élus à tout prix qui a caractérisé au FIT, a eu comme résultat un score historique pour notre parti, 115.000 voix au niveau national. Mais beaucoup plus important que les voix obtenu a été la possibilité de faire entendre notre politique socialiste parmi des secteurs larges de la classe ouvrière, de la jeunesse et des femmes, en établissant des basses plus fermes pour l'extension nationale de notre parti, ainsi que pour une construction structurelle parmi ces secteurs.

Avec 1 million de voix, la gauche révolutionnaire a le défi de se constituer en une force historique qui puisse combattre la bureaucratie syndicale peroniste, et aider au développement d'un mouvement ouvrier combatif, démocratique et révolutionnaire, comme elle le fait déjà en étant à la tête des nombreuses sections syndicales combatives qui ont été arrachées aux bureaucrates ces derniers années.

Le développement de la crise, une lutte de classe de plus en plus aigüe et la trahison sûre de ces directions réformistes et bureaucratiques (l'exemple de la Gauche Unie en Espagne, qui fait partie du gouvernement d'austérité d'Andalousie en temoigne) ouvriront sans doute des possibilités pour la construction de courants lutte de classes dans les syndicats, de mouvements féministes socialistes et, en définitive, de forts partis révolutionnaires d'avant-garde.

Pour la construction de partis révolutionnaires indépendants

Ces élections sont aussi la démonstration qu'il n'y a pas besoin d'adoucir le programme socialiste révolutionnaire pour se faire entendre parmi les masses, ainsi que pour obtenir des bons scores. Dans une Europe où les formations réformistes comme le Front de Gauche en France ou Syriza en Grèce ont séduit une grande partie de la gauche, la construction de partis révolutionnaires indépendants est de plus en plus d'actualité.

Le développement de la crise, une lutte de classe de plus en plus aigüe et la trahison sûre de ces directions réformistes et bureaucratiques (l'exemple de la Gauche Unie en Espagne, qui fait partie du gouvernement d'austérité d'Andalousie en temoigne) ouvriront sans doute des possibilités pour la construction de courants lutte de classes dans les syndicats, de mouvements féministes socialistes et, en définitive, de forts partis révolutionnaires d'avant-garde.

Mais pour en arriver, il faut mener une lutte directe contre l'illusion que ce sera avec les élections que les choses pourront changer, ou que le mouvement ouvrier est dans une situation de recul qui ne permet que des alliances avec les réformistes. Au contraire, nous vivons un cycle international de révoltes populaires, qui représentent un redémarrage historique dans la conscience des exploités et des opprimés et qui, s'ils s'approfondissent, peuvent mettre à l'ordre du jour la perspective de la révolution socialiste. Cette lutte contre les réformistes implique, surtout, démasquer la politique du Front de Gauche et de Syriza, qui consiste à freiner la mobilisation des travailleurs pour les détourner vers des solutions institutionnelles.

Cette brochure a pour but d'apporter dans ce sens au débat en cours au sein du trotskisme européen. La campagne électorale en Argentine, la détérioration du gouvernement, et les résultats obtenus pour la gauche révolutionnaire, constituent des enseignements importants pour la gauche européenne et mondiale. Nous mettons donc à disposition de la gauche européenne les leçons que nous en avons tiré.

[1] Le Frente de Izquierda y de los Trabajadores – FIT (Front de Gauche et des Travailleurs) est une alliance électorale constituée par le Parti Ouvrier (PO), le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) et la Gauche Socialiste (IS).

Dur vote-sanction contre le kirchnerisme

Une transition remplie d'incertitudes commence

Journal Socialismo o Barbarie, Argentine, N°257, 15/08/2013

«Le résultat des Primaires Ouvertes, Simultanées et Obligatoires a mis en évidence le début d'un nouveau cycle politique et la mutation du comportement politique d'un secteur considérable des argentins, à confirmer dans les élections d'Octobre ». (Hugo Quiroga, journal La Nación, 13-8-13)

Cristina Kirchner et Massa, son ancien chef de cabinet, aujourd'hui dans l'opposition et grand vainqueur de l'élection

Dimanche dernier, le gouvernement a subi une vraie débâcle électorale; un recul plus grave que ce que les sondages prédisaient et même que ce que nous présidions dans ces pages. En ayant obtenu 54 % des voix aux élections présidentielles de 2011, dimanche dernier il y a obtenu autour du 30%, c'est-à-dire, il a perdu 25 points et 4 millions voix.

C'est vrai que le parti au pouvoir peut faire valoir que les élections de dimanche ne sont pas définitives : que les « vraies élections » seront celles du 27 octobre. Cependant, le vote-sanction subi et l'épuisement des réponses économiques de sa gestion sont d'une telle ampleur que, même s'il pourrait récupérer une partie de la perte (ce qu'on ne peut pas écarter à priori), c'est un fait presque irréversible que dans le pays une transition politique vers une période post-kirchneriste s'est ouverte, dont le signe politique n'est pas encore défini et qui dépendra, au final, du développement de la lutte de classes dans la prochaine période. En tout cas, l'un des débats que cette élection à laisse ouvert est si cette transition se déroulera d'une façon plus ou moins stable ou avec des risques pour la gouvernance.

Débordement électoral par la droite, mais aussi par la gauche

La première chose qu'il faut établir est où sont allés les voix perdus ; la deuxième chose : les raisons de cette migration électorale. On peut dire que les trois quarts de ces voix sont allés vers des candidats et des options qui sont à droite du parti au pouvoir, bien que ces candidats ne présentent pas ses propositions de façon claire mais plutôt diffuse. Cela se exprime dans le fait que les candidatures gagnantes de l'élection ont des positions plutôt républicaines et libérales, et ils remettent en question sous un angle généralement conservatrice les traits minimalement « progressistes » du parti au pouvoir.

Il s'agit de figures patronales comme Massa[1] dans la province de Buenos Aires (le vainqueur de l'élection), Macri et Carrio dans la capitale fédérale, Binner à Santa FE, Cobos à Mendoza, De la Sota à Cordoba, etc.. C'est-à-dire: les candidats à droite du gouvernement Kirchner, bien que les options les plus à droite comme De Narvaez ont fait une très mauvaise élection. Des analystes ont remarqué une récupération relative du radicalisme[2], ainsi que l'impuissance du PRO[3] à s'étendre nationalement.

Le contrepoids de ceci est le million de voix obtenus par la gauche révolutionnaire ; tout d'abord, le FIT, mais aussi le nouveau MAS, en exprimant qe ce débordement électoral au gouvernement était non seulement à droite, mais qu'il y a eu une frange minoritaire mais de masses qui lui a désavoué par la gauche.

Même si c'est une minorité et la majorité a voté des candidats patronales à droite du kirchnerisme, ce serait précipité de parler d'un virage à droite élec-

torale, parce que les élections n'ont pas fini. Ne peut pas être exclu que le gouvernement fasse un « virage à gauche » dans son discours et récupère des votes (ce que Cristina a fait dans son dernier discours). En outre, il reste à voir comment le score de la gauche évolue: s'il se maintiendra, augmentera ou reculera. Dans la mesure où les résultats des élections dimanche sont encore « provisoires », il faudra attendre aux « vraies » les élections du 27 octobre, dans lesquelles ces phénomènes électorales cristalliseront de façon définitive.

Les raisons du vote-sanction

Par rapport aux raisons du recul électoral du gouvernement, parmi les analystes il y a deux explications : celles qui l'expliquent par rapport à des raisons économiques et celles qui s'appuient sur des raisons politiques. Sans doute, l'importance des deux raisons varie selon les classes sociales.

A priori, il nous semble que, parmi les travailleurs a prévalu, un sentiment de colère envers le gouvernement qui a des fondamentaux plutôt économiques (bien que « contaminé » des autres). Cette répudiation n'est pas le résultat d'une situation économique désespérée, mais d'une détérioration économique dont les moteurs sont l'escalade des prix, une limitation sur les possibilités d'emploi et les exactions comme la taxe sur les salaires, que la classe ouvrière dans son ensemble vit comme une injustice insupportable.

Bien que nous manquons encore de données suffisantes sur les raisons du vote, nous pensons que parmi la classe ouvrière une division électorale s'est produite : ceux qui ont voté contre le gouvernement en exprimant leur colère devant tout ce qui précède, avec une frange non négligeable qui a voté à gauche, et ceux qui ont maintenu leurs voix vers le gouvernement en pensant au contraste entre la situation actuelle et celle de 2001[4].

Les classes moyennes représentent une toute autre réalité: avec les chiffres en main, on peut dire que la plupart de la classe moyenne s'est tourné vers un vote contre le gouvernement, dont le fondement est plus politique qu'économique. Il ne faut pas oublier que dans la dernière période on a vécu deux ou trois cacerolazos[5] fortes, où les secteurs riches ont entraîné une grande partie des classes moyennes. Ils ont fait cela basées sur des motivations politiques, telles que le rejet de la réforme constitutionnelle et la réélection de Cristina Kirchner, l'effroi devant l'attaque présumée du gouvernement à la propriété privée, la répudiation au contrôle sur l'achat des devises qui limite la possibilité d'acheter des dollars librement.

La somme de ces raisons économiques et politiques, a conduit le 70 % de l'électorat à voter contre le gouvernement, avec une majorité qui a voté des différents candidats patronales, mais avec la nouveauté qu'une frange minoritaire des masses a voté la gauche révolutionnaire.

En débordant le progressisme par la gauche

Nous voulons parler maintenant de cela. Bien que dans cette édition, nous effectuons une large couverture spécifique de l'élection de la gauche et du bilan de notre parti, il est impossible de ne pas faire référence au million de vois que nous obtenu entre le FIT et le Nouveau MAS. Ce score montre un fait sans précédent qui se passe en Argentine et qui ne se répète pas de la même manière dans le reste de l'Amérique latine.

Au cours de la dernière décennie, une série de gouvernements « progressistes » qui sont venus à résorber la rébellion populaire en faisant des concessions ici et là, mais en maintenant le capitalisme et la démocratie bourgeoise ont assumé. Mais ce que nous observons dans la dernière période est la détérioration lente mais apparemment irréversible de ces gouvernements, qui, dans certains cas, profite à la droite . C'est surtout le cas du Venezuela, même si ce n'est pas le cas en Bolivie, l'Équateur (où Corre vient d'être réélu), ni encore moins au Brésil, où la remise en cause du gouvernement du PT émerge par en bas dans un immense soulèvement populaire qui est en cours en ce moment.

> Le vote-sanction subi par le gouvernement et l'épuisement des réponses économiques de sa gestion sont d'une telle ampleur que, même s'il pourrait récupérer une partie de la perte (ce qu'on ne peut pas écarter à priori), c'est un fait presque irréversible que dans le pays une transition politique vers une période post-kirchneriste s'envisage.

Toutefois, une situation commune à tous ces cas, est la grande difficulté de la gauche révolutionnaire à s'ouvrir un chemin et à apparaitre comme une alternative politique face à des secteurs plus larges; le plus souvent elle est victime de la polarisation entre ceux d'en haut, qui est devenue étouffante dans le cas du Venezuela.

Nous avons vécu une circonstance pareil, même, dans notre pays il y a quelques années avec le conflit entre le gouvernement et la patronale agraire commandé par la Société Rurale, qui, pendant une période, semblait ne pas laisser d'espace politique pour la gauche indépendante.

Cependant, cette conjocture pourrait commencer à changer même en termes électoraux, même si nous devrons attendre les résultats en octobre. Sans passer par une situation de grandes luttes, sans que déclin économique soit catastrophique (mais avec une colère grandissante contre le gouvernement parmi les travailleurs et les secteurs « progressistes » des classes moyennes ex-kirchneristes ou encore kirchneristes), dans les élections primaires une frange minoritaire mais de masses d'un million de travailleurs se sont tournés vers la gauche, phénomène que nous analyserons en détail dans cette édition.

En tout cas, ce qui est significatif ici est face à des secteurs plus larges que les habituels, une alternative de la gauche révolutionnaire différente et opposée au progressisme de la dernière décennie pourrait commencer à émerger, raison qui explique le mauvais score obtenu par la gauche réformiste, qui revendique, d'une manière ou une autre, le chavisme.

[1] Ex chef de cabinet de Cristina Kirchner, Massa est passé à l'opposition patronale suite au discrédit du gouvernement des derniers mois. Ces mots d'ordres principaux sont la défense des institutions « républicaines », contre la corruption, contre le crime, etc., ainsi qu'une politique économique plus libérale.

[2] Parti bourgeois historique de l'Argentine, similaire politiquement à l'UMP français, avec une base sociale essentiellement petite-bourgeoise

[3] Le PRO, parti du maire de la Capitale Fédérale, Macri, est un parti de droite soi-disant péroniste.

[4] La révolte populaire de 2001 a été précédé d'un chômage de masses, un appauvrissement énorme de la population, la réduction de salaires et des retraites, etc.

[5] Il s'agit de mobilisations contre le gouvernement par la droite : en défense de la « république », contre la restriction à l'achat des devises étrangères (notamment le dollar), etc.

Une élection historique de la gauche

Journal Socialismo o Barbarie, N°257, 15/08/2013

Par Roberto Sáenz

Le dimanche dernier un fait d'une importance politique énorme du point de vue de la gauche révolutionnaire dans notre pays a eu lieu: entre les trois forces regroupées dans le FIT[1] et notre parti avons obtenu environ 1 million de voix, un score sans précedants. Il est vrai que dans les années 1980, le vieux MAS a obtenu un score important dans le cadre d'un front avec le PC. Et que, en octobre 2001, le score de la gauche (en additionnant les voix d'Izquierda Unida (front Mouvement Socialiste des Travailleurs-PC), le front PO-Nouveau MAS, Zamora –dirigeant du MAS dans les années 90 et deux fois député national-, le Parti Humaniste et le PTS) a atteint 1,2 millions de voix, en anticipant le climat que le pays vivrait des mois plus tard avec la rébellion populaire. Cependant, qu'entre le FIT et le Nouveau MAS nous obtenions le total 1 million de voix, et cela en déplaçant les projets opportunistes de la gauche réformiste, qui sont entrés dans une faillite quasi-totale, configure une situation qu'il faut expliquer.

Nos candidats à députés Eduardo Mulhall, ex-dirigeant ouvrier de l'automobile, et Julia Di Santi, activiste pour les droits des femmes, en campagne avec les camarades de la province de Cordoba

Le kirchnerisme perd une frange de voix à gauche

Il y a quelques années Luis D'Elia (dirigeant d'un mouvement de chômeurs devenu kircherneriste en 2003) justifiait l'opportunisme du « péronisme révolutionnaire » et de tous ceux de la gauche qui sont rentrés au gouvernement Kirchner avec l'affirmation que « à gauche du kirchnerisme il n'y a rien ». Mais il est clair qu'un des phénomènes de cette élection a été exactement le contraire : **une frange politico-électorale d'une ampleur inhabituelle s'est exprimée à la gauche de kirchnerisme.**

Bien que la presse écrite n'ait pas donné de l'importance que ce phénomène mérite, c'est évident que, si le K ont perdu environ 4 millions de voix par rapport à 2011, plus d'un demi-million (une chiffre très importante) est allé à la gauche révolutionnaire : **400 000 pour le FIT et 115 000 pour le Nouveau MAS** (dont ils existent des milliers d'anecdotes de nos camarades à cet égard) !

Pour arriver à ces chiffres, le FIT est allé des 520 000 voix obtenus aux primaires d'Août 2011 aux 900 000 voix actuels (il avait obtenu 580.000 en octobre de la même année) ; tandis que le Nouveau MAS, en ce qui configure une véritable exploit politique compte tenue de la disproportion de moyens matériels, de présence à la télé et de toutes sortes avec lesquels nous avons dû faire face à la campagne, est passée de seulement 16 000 voix dans la province de Buenos Aires obtenus aux primaires de 2011 à obtenir à l'échelle nationale près de 115 000 voix (province de Buenos Aires, Cordoba, Capitale Fédérale et Neuquén) en multipliant par sept notre score et avec une corrélation avec le FIT dans ces districts de 5 à 1 (le FIT a obtenu dans ces districts un demi-million de voix).

Le million de votes obtenus et l'emplacement des forces de gauche (au pluriel, comme le journal Clarin l'a présenté) comme le cinquième score dans le total national **signifie qu'une frange minoritaire mais de masses de l'électorat a décidé de voter en faveur de la gauche ouvrière**. C'est d'une importance politico-stratégique capitale pour ce qui viendra, bien que cela nous oblige à redoubler les efforts dans la construction organique de nos organisations, qui est **qualitativement derrière les résultats obtenus**, encore plus dans notre cas que dans le cas du PO et du PTS, qui ont quand même des fortes contradictions.

La polémique pour le

bilan

Après l'évaluation du score de l'ensemble de la gauche, les bilans plus spécifiques et les dures polémiques à ce sujet commencent à apparaitre. Le Parti Ouvrier, chef incontesté du front, est venu à dire à travers d'Altamira, son principal dirigeant, que « la conclusion politique qui se dégage de cette élection est que la gauche en Argentine c'est le FIT ». Cette déclaration, en plus de fausse, a le paradoxe que le lecteur va ensuite se demaner « bien, mais alors, c'est quoi le FIT? », une question de difficile réponse.

L'affirmation d'Altamira contient tellement de contradictions qu'il ne faut que souligner certaines d'entre elles pour faire tomber tout ce délire auto-proclamatoire. Si l'affirmation serait vraie, l'actuel triomphe électorale pourrait se transformer en une tragédie sans nom : **la gauche argentine disparaitrait le lendemain de la division éventuelle du FIT** !

Le premier problème d'une déclaration de ce genre est, donc, qu'elle méconnait le fait incontestable que le FIT est une somme de forces distinctes : une **coopérative électorale**, dans le jargon de la gauche. Et une coopérative qui est arrivée aux élections **beaucoup plus divisée dans son activité quotidienne qu'il y a deux ans** (à toutes fins utiles, elle a développé une campagne avec chacun de ses membres agissant séparément). En outre, il y a eu une **hégémonie disproportionnée du PO**, qui inévitablement sera une source de crises récurrentes aiguës à l'intérieur, cachées pour le moment par l'excellent score obtenu.

Deuxièmement, il reste le fait que le FIT est un front électorale d'organisations que chacune de son côté, c'est incontestable, **obtiendraient un nombre de voix nettement inférieur à celui obtenu maintenant**. Dans ce cas, comme dans d'autres, le tout est plus que la somme des parties, ce qui bénéficie ce front électoral. Mais ce « tout » **est cristallisé comme un front électoral et rien d'autre**. Ce front électoral ne peut pas aller vers l'avant, parce cela signifierait avancer dans l'unification de ses organisations, ni vers l'arrière, parce que cela signifierait la division du FIT et la fin de « l'entreprise électorale » que celui-ci représente pour ses membres.

En résumé: un des phénomènes les plus importants du score de la gauche est que sur cinq voix que le kirchnerisme a perdu, quatre voix ont été gagné par le FIT et un voix par le Nouveau MAS. Il s'agit d'une réussite énorme de notre parti qui nous place, objectivement, comme une partie de plein droit de la frange qui a rompu par la gauche avec le gouvernement, et aucune auto-proclamation opportuniste d'Altamira et de Pitrola (FIT) dans les médias ne pourra nous arracher cette victoire.

Le troisième problème est que cette prétendue « seule gauche de l'Argentine » n'existe en tant que telle que dans le domaine électoral, qui fonctionne comme une représentation déformée de la réalité de la lutte de classes quotidienne. Là, non seulement d'autres composantes de la gauche, mais **les membres du FIT eux-mêmes avancent dans des sens différents, en désaccord sur les aspects les plus fondamentaux de la politique nationale** : les cacerolazos (mobilisations de la droite), le soutien à la grève de gendarmes, l'intervention commune dans les syndicats dans lesquels les partis du FIT existent, etc. C'est même une réalité que là où il y a des parlementaires du FIT (essentiellement à Neuquén; à Salta il n'y a que le PO) ils ne se sont pas mis d'accord sur la gestion collective de ces élus.

Quatrième problème : le FIT comme front n'a existé pour ces élections que dans huit districts, il est vrai que dans plusieurs des plus importants : Buenos Aires, CABA, Cordoba, Santa Fe, Mendoza, Tucuman, Neuquen et Jujuy, en obtenant 730 000 votes. Mais dans d'autres six districts il n'y a que le PO (avec 130.000 voix), dans trois il n'y a qu'IS (30.000) et dans un district il n'y a que le PTS. Cette **disproportion** dans les rapports de force à l'intérieur du FIT, ajouté au fait que les candidatures qui peuvent être gagnées ont des militants du PO en tête, **est la base des énormes contradictions qui traversent le FIT, et dont la perspective est de se multiplier une fois passées les rêveries électorales.**

Nos 115.000 voix

La cinquième question est qu'en dehors du FIT le Nouveau MAS s'est présenté et a obtenu le chiffre non négligeable de 115 000 voix entre quatre districts (Capital Fédérale, Buenos Aires, Córdoba et Neuquén). En comparant nos scores dans ces quatre districts avec ceux du FIT (la seule comparaison valable), nous obtenons non pas une proportion de « 1000 à 1 » qui permettrai au FIT de se considérer « la seule gauche », mais une proportion de **5 à 1**, ce qui montre que sauf pour Santa Fe (où notre parti n'a pas de légalité électorale, mais où le FIT n'est fort non plus) **dans le centre du pays –le plus important stratégiquement – c'est absolument ridicule de présenter le FIT comme « la seule gauche », en excluant notre parti.**

En résumé: un des phénomènes les plus importants du score de la gauche est que sur cinq voix que le kirchnerisme a perdu, quatre voix ont été gagné par le FIT et un voix par le Nouveau MAS. Il s'agit d'une réussite énorme de notre parti qui nous place, objectivement, comme une partie de plein droit de la frange qui a rompu par la gauche avec le gouvernement, et aucune auto-proclamation opportuniste d'Altamira et de Pitrola dans les médias ne pourra nous arracher cette victoire.

[1] Le Frente de Izquierda y de los Trabajadores (Front de Gauche et des Travailleurs, FIT) est une alliance électorale constituée par le Parti Ouvrier (PO), le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) et la Gauche Socialiste (IS).

[2] Rester sur des fermes **critères structurels** est la base pour la compréhension d'un ensemble de contradictions quand il s'agit de l'évaluation du score de la gauche et d'en finir avec les illusions auto-proclamatrices des membres du FIT. Par exemple, du PO, qui a démesurément augmenté son hégémonie au sein du FIT. Le PO est une organisation relativement forte au niveau territoriale, dans le mouvement étudiant et chez les enseignants et les fonctionnaires, mais cependant dans son insertion ouvrière et structurelle il est encore trop faible. Ici est plus forte le PTS, qui cependant apparaît stratégiquement sur la défensive et n'a pratiquement aucun « front de masses ». Enfin, IS est une organisation qui languit, caractérisée par une génération militante vielle et est qualitativement plus faible que les autres membres du FIT.

[3] Cette réalité est la responsabilité surtout du PTS, qui a cédé ce poids au PO comme une concession pour exclure le Nouveau MAS du front. Pour ces élections ils ont laissé au PO les candidatures principales dans les deux districts principaux du pays, ce qui transformé à Altamira et Pitrola -candidat à député pour la province de Buenos Aires- en porte-paroles exclusifs du front; en intégrant notre parti, le front aurait eu un autre type de contrepoids. C'est pour cela, que nous avons été obligés de construire en dehors du front et nous avons obtenu une victoire politique claire à ce sujet dans cette élection, malgré la limite de ne pas avoir passé le seuil prohibitifs de 1,5 % pour participer aux élections générales.

[4] La direction du PO elle-même a défini sans rougir que le FIT est une « entreprise électorale ». C'est dans ces termes que les camarades ont posé la question dans la seule réunion que nous avons eu cette année pour essayer de rediscuter l'incorporation du Nouveau MAS au FIT. Cette définition transforme « toute la gauche argentine », selon Altamira, en une procession marchante et qui ne vise que l'obtention d'élus à tout prix.

Lorsque la politique révolutionnaire surmonte un rapport de forces adverse

Journal Socialismo o Barbarie N°257, 15/08/2013

Par Roberto Sáenz

«La politique révolutionnaire en tant qu'application « subjective » (dans le sens de faite par un sujet) à un champ de déterminations objectives peut déplacer des montagnes dans la mesure où elle acquière matérialité en découlant des prémisses de la réalité elle-même ; ou, comme le demandait Lénine dans ses* Notes Philosophiques à Hegel, *où elle sache comment attraper les maillons les plus fortes de la chaîne de réalité elle-même » (Science et art de la politique révolutionnaire).

Dans le cadre du phénomène objectif de tournure vers la gauche d'une frange de l'électorat en rupture avec le kirchernisme, notre parti a obtenu un score historique : jamais dans son histoire le Nouveau MAS avait obtenu un tel score, et moins encore dans des conditions tellement défavorables en ce qui concerne le degré d'installation, le ressources matérielles, l'accès à la TV, la quantité de militants et d'autres par rapport au FIT, sans oublier en plus que le FIT est un front électoral de la gauche. C'est pourquoi les félicitations et les déclarations de vote que nous avons reçu d'activistes, de collègues, journalistes et bien d'autres, militants d'autres courants politiques, y compris de nombreux kirchneristes et d'autres.

Un exploit politique

C'est clair, les masses ne parlent pas des scores de la gauche (ils parlent de Massa-candidat de l'opposition au gouvernement-, des kirchneristes et pas grand-chose d'autre ; dans ce sens, il faut garder les proportions: 95 % des électeurs ont voté des forces bourgeoises). Mais par rapport à l'avant-garde au sens large et un peu au-delà, **le public est beaucoup plus informé et célébré le score du FIT, mais est aussi étonné par le nôtre.**

Ce qui nous ramène à l'explication de notre score. Il y a plusieurs facteurs politiques et « structurelles ». Les facteurs politiques sont, sans aucun doute, la **réussite** de la politique électorale avec laquelle nous avons fait face à la campagne. Notre parti ne pouvait pas faire une campagne avec la globalité que le FIT (qui, d'une certain façon, n'en a pas profité ce fait) pouvait avoir.

Nous avons choisi, au lieu de cela, de mettre en place des axes politiques très clairs de campagne reflétant les revendications qui touchent plus profondément la classe ouvrière, la jeunesse et le mouvement des femmes, tout en profitant de la scène électorale pour dénoncer les responsables politiques de ces fléaux, toujours du point de vue d'une opposition de classe au gouvernement Kirchner et pas d'adaptation aux règles du régime politique. Quelque chose que le FIT ne pourrait pas affirmer honnêtement de sa propre campagne, **marquée de tous côtés par des traits liés à l'obtention d'élus à tout prix.**

Cette utilisation révolutionnaire de la scène électorale a montré une force considérable par rapport à nos possibilités matérielles réelles, comme c'est le cas si une politique révolutionnaire correcte est formulé et si l'on la considèré comme un levier de transformation, en s'appuyant sur certains situations.

Nous avons ensuite les facteurs matériels. Nous avons fait face à l'élection de 2011 avec l'exclusion sans principe du FIT et avec une seule légalité électorale : celle de la province de Buenos Aires. **Nous ne nous avons pas laissé impressionner par l'adversité électorale**, le très mauvais score que nous avons obtenu, ou par le score du FIT, qui, dans ses versions plus opportunistes, a prédit notre « disparition ». C'est une autre grande leçon de la lutte révolutionnaire : **ne jamais se laisser impressionner par la propagande de l'ennemi de classe ou par les adversaires de la gauche** : la réalité est toujours moins plat et homogène que comme les propagandistes veulent la présenter ; elle est criblé de contradictions et pose toujours des points d'appui pour un développement futur ou pour inverser une situation défavorable. **Ce qu'il y a derrière les phénomènes est un ensemble de développements opposés, « un tas de processus dialectiques qui se déroulent dans un monde inachevé » (Ernst Bloch) qui donnent toujours les points d'appui pour une lutte si celle-ci est vraiment révolutionnaire.**

Face à cette adversité — qui a eu, cependant, l'avantage de durcir les nouvelles générations militantes du parti – nous avons voté un plan dévoué de travail qui nous a permis d'arriver à cette élection avec la légalité électorale dans quatre districts différents, à très peu conditions pour demander la légalité nationale. Ainsi, une partie importante de la jeunesse de notre parti a milité tout l'été dernier pour obtenir la légalité dans la province de Cordoba, où nous avons fait une élection historique.

Parallèlement à cela, notre parti a développé une grande campagne militante, en cherchant à atteindre des secteurs plus larges que l'habituel et en utilisant de la façon la plus efficace nos ressources limités. Ce dernier est également un des arts politiques : **l'utilisation maximale des ressources limitées.**

C'est une loi du développement de nos partis : les sauts qualitatifs dans la construction des organisations révolutionnaires se produisent grâce **à la concentration de tous les ressources politiques dans un point unique** (comme Clausewitz recommandait dans l'art de la guerre) en cherchant à faire ce saut avec une politique qui est forte parce qu'elle part des conditions matérielles et objectives

Un bilan de l'élection district par district

Dans la Capitale Fédérale nous avons obtenu un peu moins de 20 000 voix, un chiffre choquant dans une proportion

d'un à quatre avec le FIT et en rude concurrence avec d'autres alternatives : Luis Zamora (figure centrale et très reconnue du vieux MAS et deux fois Député National), Lozano (membre du Congrès national actuellement) et le MST (dont le candidat, Bodart, est législateur par la ville).

Pour l'évaluation de nos résultats en Capitale Fédérale on ne peut pas ignorer que nous n'avons **jamais** eu des voix dans ce district : notre base était pratiquement nulle. Avec une accumulation historique moindre que celle des membres du FIT, mais avec un poids croissant dans la jeunesse et l'impact de notre travail dans le mouvement des femmes avec Las Rojas, notre organisation féministe, nous avons atteint près de 1 % des voix.

Il est vrai que nous n'avons pas atteint le seuil prohibitif de 1,5 % pour se présenter aux élections nationales, ce qui aurait couronné un énorme effort militant. Cependant, **nous avons installé le débat du droit à l'avortement et la figure de notre camarade Manuela Castañeira,** candidate à Député Nationale de façon publique, visible et objective et nous avons fini la campagne avec du prestige et de la visibilité dans des secteurs très larges, bien au-delà des limites structurels de notre parti: **une frange minoritaire, mais de masses.**

Le défi maintenant est d'étendre notre parti dans toute la capitale, aussi bien que de le faire beaucoup plus organique, non seulement dans la jeunesse lycéenne et universitaire, mais aussi dans des secteurs croissants de la classe ouvrière.

Dans la province de Buenos Aires, nous avons obtenu près de 70 000 votes, **un chiffre semblable à celui obtenu par le PO, quand il s'est présenté tout seul** dans ce district en 2009. Même le front Podemos (intégré par l'Union Populaire, le Parti Communiste Révolutionnaire et le Mouvement Socialiste des Travailleurs) n'obtenu que quelques voix de plus, un échec notoire étant donné qu'ils étaient trois partis.

Que, dans ces conditions défavorables, nous ayons réussi à briser l'inertie, en nous frayant un chemin parmi la gauche et en obtenant une proportion de 5 à 1 avec un FIT en pleine ascension dans les principaux districts est **un exploit politique électoral** qui montre les progrès énormes et la consolidation du projet socialiste révolutionnaire qui exprime le Nouveau MAS.

Notre camarade, Hector Heberling, a été donc encore une fois à la tête d'une liste qui a obtenu des milliers de voix, comme cela a été le cas lorsqu'il a été à la tête du Front de Gauche et des Travailleurs Socialistes en 2009 (intégré à cette occasion avec le PTS et IS). Il a tombé en 2011, mais il a resurgi dans cette élection, en créant de meilleures conditions pour avancer dans son installation comme figure publique, en plus d'une visibilité accrue entre les franges de l'avant-garde de travailleurs de notre camarade Jorge Ayala, délégué syndical à l'usine FATE et de Laura Granillo entre le mouvement des femmes et la jeunesse étudiante de la province.

Celui de Cordoba est, peut-être, le score le plus représentatif de la définition d'exploit politique que nous avons donné à notre élection. Là, la disproportion totale avec le FIT (qui est dirigé par une figure comme Liliana Olivero, député provinciale et dispose d'une base électorale très élevée) a été surmontée, en obtenant presque 25 000 voix : **une proportion de quatre contre un avec le FIT dans la deuxième province ouvrière du pays !**

C'est peut-être dans ce district stratégique que le Nouveau MAS a obtenu son score le plus important, ce qui crée de meilleures conditions pour faire avancer notre extension nationale. Une province avec une composition ouvrière et étudiante stratégique qui est dans le centre du pays et dont l'influence s'étend dans tout le nord du pays.

Le fait d'avoir consolidé une section de jeunes dans ce province, qui a fait une telle campagne électorale **ouvre des énormes possibilités de construction nationales pour le Nouveau MAS en tant que parti d'avant-garde.**

Enfin, dans le cas de Neuquén c'est là où nous avons été le plus proche de surmonter le seuil prohibitif de 1,5%. Compte tenu de l'installation que le FIT à là-bas, le score obtenu a été **extraordinaire** : nous avons obtenu environ 4 500 votes dans des conditions très inégales. Il est vrai que la figure d'Alcides Christiansen, ex-dirigeant ouvrier du bâtiment et candidat à Député National, dépasse de loin la portée de la section du parti. Toutefois, ici nous avons aussi arrivé à briser l'inertie politique et électorale, en installant le Nouveau MAS dans la province d'une manière qualitativement supérieure à toute tentative précédente. Il convient de rappeler que la seule fois que nous avons pu présenter Alcides dans la province comme candidat avec le Nouveau MAS a été en 2011 avec la candidature au maire, avec seulement 1 000 votes ; nous avons maintenant multiplié presque par cinq ce score et nous avons établi un rapport de 4,5 contre 1 avec le FIT.

Vers la construction du Nouveau MAS comme parti d'avant-garde

Que, dans ces conditions défavorables, nous ayons réussi à briser l'inertie, en se frayant un chemin parmi la gauche et en obtenant une proportion 5 à 1 avec un FIT en pleine ascension dans les principaux districts est **un exploit politique électoral** qui montre les progrès énormes et la consolidation du projet socialiste révolutionnaire qui exprime le Nouveau MAS. La limite a été, nous sommes conscients de cela, que nous n'avons pas été en mesure d'obtenir le 1,5% demandé dans aucun des quatre districts où nous avons eu des candidats, bien que nous étions très proches à Córdoba et Neuquén.

En tout cas, les tâches du moment sont très claires : les élections primaires ayant passé, les élections d'octobre sont encore très loin et il s'agit maintenant de retourner aux activités quotidiennes et de lancer un plan de construction offensif du parti. Nombreux camarades nouveaux nous ont donné un coup de main dans la campagne ; **nous devons appeler tous ces camarades à rejoindre notre parti, en commençant pour discuter le bilan des élections.**

Pour cela, il y a deux tâches principales : assurer la distribution et la vente de notre hebdomadaire et ouvrir nos comités - ou en créer des nouveaux - pour l'incorporation de plus de camarades, dans la perspective d'étendre au niveau national notre parti.

Nous devons faire ceci avec la compression que nous avons fait un pas d'importance vers l'installation du Nouveau MAS comme organisation d'avant-garde à part entière. À notre Congrès qui s'est tenue le dernier mars nous avons discuté qu'une des conditions pour se transformer en un parti d'avant-garde était d'avoir une **base électorale** propre. Une réalité transcendante de l'élection de la gauche, c'est que **notre parti a établi des proportions avec le FIT dans ce domaine**. Il s'agit d'une victoire énorme que, en cas de se consolider, nous permettra d'avancer dans le défi que nous avons entrepris de nous transformer, au sens constructif, en un parti d'avant-garde. **Cette élection est une étape de grande importance dans cette perspective.**

La campagne électorale du Nouveau MAS se fait sentir dans la banlieue Nord et Ouest de Buenos Aires

Journal Socialisme ou Barbarie N°255, 01/08/2013

Par Diego Bouquet

Les compagnons de la région Nord du Grand Buenos Aires sommes vraiment très contents de l'impact de la campagne électorale du Nouveau MAS dans la région. Nous sommes nourris de la satisfaction qui donne la réponse du peuple, et nous redoublons les efforts pour que la voix pour les droits des travailleurs, les jeunes et les femmes puisse atteindre de plus en plus de gens et pour que tous nos efforts mènent à que le Nouveau MAS surmonte le piège des Primaires Obligatoires[1] et puisse être présent dans les élections générales d'Octobre.

Que la voix des travailleurs soit entendue par les travailleurs

Ces dernières semaines, nous avons fait un effort militant énorme pour diffuser les propositions du parti parmi les travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi nous avons été dans des zones de concentration ouvrière tels que Panamericana et Route 197, Panamericana et Route 202 (tous deux zones de concentration d'usines), Virreyes, Carupa, Puente Saavedra, San Miguel, José C. Paz, Moreno, Boulogne, Munro et Grand Burg (quartiers ouvriers), etc. Là nous avons distribué des tracts avec nos propositions, qui ont été reçues avec beaucoup de sympathie; en particulier la campagne contre la taxe sur les salaires a été très bien reçue parmi les travailleurs.

L'effort des militants et ceux qui soutiennent nos propositions et qui sont venus nous donner un coup de main a été énorme, donc avec froid ou chaleur, le matin, l'après-midi et le soir (comme dans 197 et Panamericana où nous étions au début de la matinée), nous avons été là pour défendre des idées qui servent à la classe ouvrière.

C'est pourquoi nous avons amené également la campagne à la porte des usines où les travailleurs et les travailleuses de FATE, Pirelli, Ford, Pilkington, Metalsa, Kraft, Lear, Donelley et EmFer ont reçu nos tracts, conscients que la politique du Nouveau MAS est conforme à leurs intérêts.

Ainsi, nous avons diffusé les propositions qui étaient renforcées par des spots télévisés et de radio qui ont fait que nous soyons constamment reconnus. Il y a eu aussi des situations particulières où les travailleurs reconnaissaient leur collègue comme candidat, comme c'est le cas avec Jorge « Chupete» Ayala délégué syndicale à FATE et candidat à Député National, et étaient contents d'avoir la chance de voter un travailleur « en chair et en os » pour les représenter au Congrès.

Une campagne pour la jeunesse

Cette élection a une particularité qu'aucune élection du passé n'a pas eue : les jeunes de plus de 16 ans ont le droit de voter. Le Nouveau MAS a défendu ses propositions parmi les jeunes, que nous considérons des sujets pensants et non des « clients », comme les considèrent les partis patronaux. Cette campagne a en général la particularité de vendre des « produits » et pas des projets politiques. C'est dans ce sens que nous avons décidé, à contre-courant, de présenter des propositions aux jeunes sur l'éducation, la santé, la sexualité et que nous les proposons de se rebeller et de faire entendre leurs revendications pour changer la réalité qu'ils vivent, de s'identifier avec des activistes et militants comme Mariano Ferreyra[2], Carlos Fuentealba[3] et d'autres, et pas avec des figures médiatiques crées artificiellement. Pour cela, nous avons amené nos propositions aux lycées de San Fernando, Tigre, Vicente López, San Miguel afin que les jeunes aient la possibilité de choisir les meilleures idées et pas les personnages de télévision qui leur semblent « sympathiques ».

Que la voix des femmes qui luttent soit entendue

Le Nouveau MAS accorde une grande importance aux problèmes des femmes, et c'est pourquoi notre organisation féministe Las Rojas est à chaque endroit où leurs droits ne sont pas respectés, et les élections ne nous ont pas empêchées d'être dans la mobilisation au Congrès National en solidarité avec la fille chilienne violée dont la réalisation d'un avortement est niée par les autorités de ce pays. Puisque nous comprenons bien que les problèmes du mouvement des femmes sont très importants (ce qui ne semble pas comprendre le Front de Gauche et des Travailleurs –FIT- qui ne parle du droit à l'avortement que très peu de fois) nous avons diffusé nos propositions parmi des femmes de régions comme San Isidro, Caseros, Tigre, San Fernando, San Martín, Moron, Pacheco, etc., où elles ont vu qu'elles ont la possibilité de voter une activiste féministe qui défende leurs droits, la candidate à Députée Nationale pour la province de Buenos Aires, Laura Granillo. Il faut aussi souligner les nombreux commentaires que nous avons reçu de part tant d'hommes que de femmes sur notre candidate à Députée pour la Capitale Manuela Castañeira, qui commence à être reconnue au niveau national comme une figure de la lutte féministe.

Que les élections ne te détournent pas de la lutte

Nous, les partis des travailleurs, nous organisons avec notre propre militantisme et sans la contribution économique des patrons qui permet que « d'autres militent pour vous ». Nous militons et luttons pour des convictions, et pas pour des compensations économiques, mais cette réalité implique un effort énorme et bien plus encore à une époque où d'autres peuvent « acheter dix fois » chaque activité militante que nous faisons (tracts, affiches, publicités, etc..). Nous, les activistes, devons également continuer à travailler et étudier, et nous devons être à tous les combats qui se posent pour le mouvement ouvrier, les jeunes et le mouvement des femmes. C'est pourquoi être au milieu de la tempête électorale ne nous a pas empêché de soutenir fortement la lutte des travailleurs et des travailleuses de Kromberg, en faisant partie du blocage de route réalisé par ces ouvriers, et de la répression subie dans le complexe industriel de Pilar (où l'entreprise fonctionne) et d'autres activités que les travailleurs ont réalisé ; ce ne nous a pas empêché de répudier le licenciement arbitraire subi par un travailleur de FATE et d'assister aux mobilisations appelés sur ce sujet ; ce ne nous a pas empêché de participer à l'occupation de plus de deux semaines du lycée « Etats-Unis » de San Martin, où les étudiants se sont battus pour une meilleure qualité de l'enseignement et ils ont gagné. Comme nous avons dit plus haut, ce ne nous a pas empêché de nous mobiliser pour le cas de la fille chilienne dont la réalisation de l'avortement est nié.

En résumé, dans le Nouveau MAS nous considérons les élections comme un important champ de bataille où se battre pour les droits des travailleurs, les jeunes et les femmes, et c'est pourquoi nous demandons ton vote pour que quelqu'un comme toi soit Congrès National au lieu des criminels de toujours ; mais nous pensons que c'est une grosse erreur laisser les luttes dans la rue pour « plus tard »…

Pour tout cela, n'oublies pas : le 11 Août, votes les candidats du Nouveau MAS pour que nous puissions en Octobre disputer un siège dans le Congrès National.

[1] Les Primaires Obligatoires, légiférées par le gouvernement Kirchner, obligent les partis à obtenir le 1,5% des voix pour pouvoir participer aux élections législatives.

[2] Etudiant et militant du Parti Ouvrier, tué par un groupe de choc des bureaucrates du Syndicat de Cheminots lors d'un blocage de voies ferrées en 2010.

[3] Professeur et militant du Nouveau MAS, tué par la répression policière lors d'un blocage de route en 2007, dans le cadre d'une grève de professeurs.

ALTAMIRA, LANATA ET LA CORRUPTION

Critique des positions «libérales républicaines»

«Le « gros putschiste » [Lanata[1]] n'est pas seul .Le gouvernement a commencé à improviser, après l'échec du 7D[2], une offensive de prise de contrôle de la justice et de limitation des droits individuels qui affecte les travailleurs, qui pourraient déboucher sur un conflit entre les pouvoirs. Le gouvernement n'a pas la force de défier un jugement défavorable de la Cour Suprême de Justice, soit en ce qui concerne l'élection du Conseil de la Magistrature ou le désinvestissement que Clarin refuse d'effectuer. Mais s'il accepte ces jugements il met en risque sa capacité de gouverner. Les coups et les auto-coups [d'Etat] s'engendrent réciproquement ; Alfonsin et De la Rua ont essayé de se sauver en exécutant l'état d'exception. Simplement cette décision s'est retournée contre eux » («Le gros putschiste», Jorge Altamira, journal Prensa Obrera 1270).

Au fur et à mesure que le PO s'enivre avec ses possibilités électorales, il a développé une tendance à approcher chaque problème national non pas d'un point de vue de classe, mais par un glissement politique et idéologique « républicaine-libéral » du goût des secteurs caceroleros[3] de la classe moyenne-haute et des journalistes qui les soutiennent. Même si le PO avait déjà participé aux mobilisations pour la sécurité (c'est-à-dire, pour plus de police), ou dans le conflit dans le conflit entre le gouvernement et le patronat agraire en 2008, il n'a pas réussi à esquisser une position indépendante contre ces deux secteurs patronaux, pendant la dernière période ce erreurs ont donné un saut de qualité. En témoignent ses positions par rapport à la grève de gendarmes de l'année dernière, qu'il a soutenu, ou au sujet des négociations du gouvernement avec Iran, où le PO s'est allié avec des associations juives sionistes du pays.

Nous débattrons ici avec le PO en défendant l'idée que l'affrontement avec le gouvernement Kirchner doit se faire à partir des drapeaux de la classe ouvrière et en essayant de faire peser dans la balance de la lutte des classes, un troisième pôle : la classe ouvrière, ses besoins et ses luttes.

Un gouvernement bourgeois assez normal

Une grande partie des problèmes commence avec la caractérisation du gouvernement de Cristina Kirchner. L'opposition patronale et ses scribes aiment le présenter comme un gouvernement « totalitaire », « fasciste » ou des mots de ce genre. À notre avis, c'est faux. Celui du kirchnerisme est un gouvernement capitaliste qui n'a même pas les traits du nationalisme bourgeois du XXIe siècle, selon la forme du chavisme aujourd'hui en crise au Venezuela ; rappelons que le bonapartisme sui generis a été la définition de León Trotsky pour ce type de gouvernements au siècle dernier.

C'est plutôt un gouvernement démocratique bourgeois assez normal, mais que comme un produit de la rébellion populaire de 2001 a été obligé de introduire ici et là des modifications dans le fonctionnement « néolibérale classique » de l'Argentine (qui est une république bourgeoise), précisément pour réabsorber les mobilisations du début du siècle. Ces modifications ont été en rapport avec une intervention de l'Etat dans l'économie plus importante que d'habitude (« régulation politique » de certains aspects de celle-ci), mais sans mettre en place, en tout cas, une circonstance capitaliste d'État de type vénézuélienne ou bolivienne comme la corporation médiatique essaye de le présenter.

Parallèlement à cela, le gouvernement a accordé des concessions limitées ou des « réformes », la plupart des fois obtenus comme résultat des luttes d'aujourd'hui ou historiques venant d'en bas, et qui lui ont permis de se légitimer, telles que la réouverture des jugements aux militaire de la dernière dictature, le mariage pour tous et pas beaucoup d'autre.

Aujourd'hui les limites de ces soi-disant « reformes » apparaissent brutalement dans la crise structurelle que le « modèle » kirchneriste traverse, qui au défaut d'introduire des modifications substantielles dans l'ordre économique social capitaliste semi-colonial du pays, a fait que les vieux problèmes de l'Argentine retournent sous la forme d'une « fin de cycle » qui démasque tous les limites du kirchnerisme. Les des tragédies de l'ancien Sarmiento[4], du réseau ferré en général, le déficit énergétique, les inondations et d'autres, sont les preuves de ce que nous disons. Face à cette crise il y a deux issues possibles à la crise du kirchnerisme. Une, celle que les courants socialistes révolutionnaires défendons, qui vise à mettre l'accent sur un angle de classe, anticapitaliste, face aux limites de ce essai frustré de gouvernement bourgeois « progressiste ». L'autre, celle qui expriment des courants comme le PO, qui dessine une capitulation au climat idéologique imposé par l'opposition patronale et la corporation médiatique, qui privilégient un agenda « libérale » et « républicaine » pour aborder les problèmes.

Couverture de l'hebdomadaire satirique «Barcelona», avec une photo de Lanata et la phrase «Je viens pour l'offre d'emploi à Clarin»

A partir d'une caractérisation de l'Argentine selon laquelle nous vivons une « dictature » qui « restreint les droits individuels» et prépare « un coup ou auto-coup [d'Etat] », ils défendent l'idée d'un retour à la normalité qui laisse définitivement derrière les héritages de la révolte de 2001. Ceci serait fait à travers le retour à la démocratie bourgeoise dans son sens le plus classique et libérale.

Idéologiquement, c'est un fait avéré que ce « libéralisme républicain » influe sur l'opposition patronale, de centre-droite ou de centre-gauche.Mais la gravité de l'affaire c'est que la même chose se passe maintenant avec le FIT, où le PO est maintenant hégémonique[5] et se conduit avec des caractérisations comme celles que nous avons cité au début de cet article : le coup et l'auto-coup d'Etat serait une possibilité immédiate ; la « réduction des droits individuels » « l'Etat d'exception » aussi…

Dans un tel contexte, la politique correcte serait un « front uni » contre les coups d'État : de là à participer à une prochaine mobilisation de la droite « républicaine »

il y a peu de distance ! Mais une telle possibilité n'existe que dans les têtes des camarades du PO et de ses alliés du FIT.

Il semble que l'approche d'une opposition de classe intransigeante au gouvernement de Cristina n'est défendue que par le Nouveau MAS.

Corruption, Etat et capitalisme

De la définition du type de gouvernement que l'Argentine a aujourd'hui, se dégage l'approche d'une série de problèmes qui produisent des divisions entre ceux d'en haut. Nous parlons, entre autres, des questions telles que la corruption.

Les allégations de corruption au sein du parti au pouvoir sont très graves. Une autre marque de la fin du cycle que le kirchnerisme traverse. Au fond, Lázaro Báez n'est qu'un cas parmi les autres de corruption kirchneriste ; une sorte de représentation de tout ce que la soi-disant « bourgeoisie nationale » peut réprésenter. Les allégations n'ont pas commencé avec lui. Beaucoup plus graves sont celles qui pèsent sur le couple Kirchner lui-même : celles qui démontrent leur enrichissement à travers l'affaire immobilière depuis leur jeunesse, dans la province de Santa Cruz. Ou les très graves allégations concernant les affaires avec l'ancienne gravure Ciccone, qui touchent le Vice-Président Boudou dès le premier jour de son administration. Ajouté à cela est le cas de Baez, qui a la particularité d'avoir touché l'ancien président Néstor Kirchner, dont Baez était le prête-nom.

Quels est la base de ces cas de corruption ? C'est assez simple : les affaires qui s'appuient sur le pouvoir politique ou à partir de l'obtention de postes clés dans l'Etat. Ce croisement entre affaires et politique est typique où il y a une plus grande intervention de l'État dans l'économie, comme c'est le cas actuellement, et c'est là que Lanata s'appuie aujourd'hui pour faire ses allégations de corruption.

Cependant, ce qui n'est pas signalé est l'angle avec lequel Lanata fait ses allégations de corruption, qui reste implicite. Son avis n'est pas naïf : dans le cadre de l'idée générale que le problème en Argentine est le « capitalisme de copinage » qui domine aujourd'hui sous Kirchner, la solution serait de revenir au « capitalisme traditionnel de libre marché », où la politique et les affaires sont « strictement séparés » et donc voilà, fin à la corruption.

Le problème est quand une approche de ce genre, libéral et républicain, est formulée par la gauche ; c'est le cas d'Altamira : « Les allégations de corruption politique sont une arme pointue. Si elles sont servies avec humour elles peuvent être mortelles. Ils désacralisent l'État, qui prétend à avoir été désigné par la volonté du peuple pour gouverner comme un Saint Père au-dessus des contradictions de la société. Lutter contre ces allégations est simplement réactionnaire, car il protège les pires aspects du pouvoir et parce qu'il ne sert pas à arrêter sa décomposition. Les ignorer est stupide, parce que leurs effets sont irréversibles comme l'eau qui s'infiltre dans le sol. La corruption est inhérente à l'Etat, qui est le monopole d'une bureaucratie qui est au service de la classe dirigeante » (Prensa Obrera, journal du PO, idem).

Cependant, ce qui n'est pas signalé est l'angle avec lequel Lanata fait ses allégations de corruption, qui reste implicite. Son avis n'est pas naïf : dans le cadre de l'idée générale que le problème en Argentine est le « capitalisme de copinage » qui domine aujourd'hui sous Kirchner, la solution serait de revenir au « capitalisme traditionnel de libre marché », où la politique et les affaires sont « strictement séparés » et donc voilà, on finit avec la corruption.

Altamira ne se pose jamais la question de l'angle avec lequel Lanata mène ses allégations de corruption et comment celles-ci pourraient être réorientés dans une perspective anticapitaliste. Le chef du FIT ne peut pas le faire, tout simplement parce qu'il part de définitions insuffisantes et donc limitées des bases sociales de la corruption. C'est clair qu'il ne faut pas « lutter » contre les allégations de corruption du pouvoir, ni essayer de les ignorer pour défendre un gouvernement bourgeois, quel que soit son signe, libéral ou « progressiste ». Mais une autre chose est de perdre de vue qui fait ces allégations et avec quel caractère. Parce que les allégations de Lanata sont marquées par la double morale typique de la politique bourgeoise : voir la paille dans l'œil du voisin et ne pas voir la poutre dans le sien. Il est clair que ses allégations sont une critique du « capitalisme de copinage », mais menée, en fait, pour la défense du « capitalisme en général »: celui du marché libre que ses employeur du groupe médiatique soutiennent ! De là que sa critique ne pourrait être jamais contre tous les capitalistes, mais seulement contre quelques-uns et, de surcroît, en termes de pouvoir économique, contre les plus faibles.

A ce problème qu'Altamira ne dénonce ni signale, s'ajoute un autre plus « théorique » pour ainsi dire : le lien entre la corruption et l'Etat ou le régime politique, en évitant de signaler que les racines sociales profondes de la corruption bourgeoise, existent dans le capitalisme en soi. Cette concession majeure sur l'éducation politique des exploités a le danger d'être fonctionnel à l'opposition patronale. Elle fait croire que la corruption est inhérente seulement aux Kirchner et pas à tout gouvernement capitaliste dans l'Argentine et dans le monde. Elle fait oublier que pratiquement toute grande fortune a eu des phases ou étapes de « l'accumulation primitive » et qu'il n'y a aucune accumulation de ce type sans corruption, pillage, appropriation de terres ou de la richesse des peuples et un long etcetera. Ceux qui emploient Lanata n'ont pas construit une partie de sa richesse en saccageant, par exemple, les terres de la Pampa Humide qu'ils ont volé aux indigènes sous la Campagne du Désert de Roca ?

Notre «professeur trotskiste» semble oublier celles-ci et autres vérités fondamentales, tout simplement parce que l'angle politique qu'il transmet au PO et au FIT n'est pas d'opposition de classe, anticapitaliste, au gouvernement Kirchner, mais un angle qui menace à chaque étape à devenir vulgairement libéral et républicain.

L'opposition au gouvernement doit être d'un point de vue de classe

Il y a quelques décennies Milciades Pena, historien marxiste, défendait une approche de la classe pour analyser les nationalisations du péronisme. Rodolfo Puiggrós, politicien péroniste de gauche, lui répondait que c'était une erreur de « demander une approche de la classe dans un bateau qui naufrage ». Avec la preuve des faits historiques, nous pourrions même dire, par exemple, que les enquêtes menées en ce qui concerne le naufrage du Titanic montrent qu'au fur et à mesure qu'on descendait dans l'échelle sociale des classes dans lesquelles l'équipage du navire était divisé, le nombre de décès augmentait de façon géométrique. Laissant de côté les tragédies, disons que la tentative opportuniste du PO de gagner les faveurs de secteur de l'électorat, sans importer d'où ces secteurs viennent et en diluant l'angle de classe de la politique révolutionnaire, et indéfendable.

Aujourd'hui, la tâche face à ces élections est de dénoncer le gouvernement par la gauche, pour rapprocher les secteurs qui ont commencé à faire de façon plus ou moins « accéléré » une expérience avec celui-ci aux positions du socialisme révolutionnaire. Ce n'est pas question de faire ceci en restant sur des positions abstraites, ou en mettant un signe d'égal entre les différents courants bourgeois en oubliant que celui qui gouvernement le pays aujourd'hui est le kirchnerisme et que l'opposition a encore une large chemin pour construire un « Capriles » en Argentine.

Mais si on ne veut pas apporter de l'eau au moulin de l'opposition, si on ne veut pas rentrer dans la logique opportuniste de « obtenir des voix à tout prix », si on veut travailler de façon stratégique et pas réformiste, la seule alternative est de défendre une opposition de classe au gouvernement Kirchner ; s'opposer au kirchnerisme avec les positions du socialisme révolutionnaire et pas celles du républicanisme libérale « démocratisant » comme le fait le PO, en entraînant derrière lui ses alliés plus petites comme le PTS.

[1] Lanata est un des plus connus journalistes de la droite en Argentine. Après avoir crée un journal pro-gouvernement, il s'est passé il y a quelques années au groupe Clarin, principal groupe médiatique de l'opposition au gouvernement, avec une émission télé dans laquelle il défend les idées du patronat et de la droite « républicaine ».

[2] Le 7 Décembre était la date limite de la mesure judiciaire qui permettait à Clarin, de ne pas réaliser le désinvestissement obligé par la nouvelle Loi des Médias approuvé par le gouvernement. Cependant, cette date a été un échec pour le gouvernement, qui l'avait très publicité, parce que elle a démontré les effets très limités de cette Loi, qui a laissé le groupe Clarin presque sans changements même après son application totale.

[3] Les « caceroleros », sont des secteurs de la classe moyenne-haute qui se manifestent contre le gouvernement en frappant des casseroles, avec des revendications à droite comme le libre marché et la possibilité d'acheter des dollars, etc.

[4] En 2012, un accident de train dû au mauvais état des vois ferrés et du train lui-même a causé la mort de 51 personnes.

[5] Nous avons déjà expliqué que le PO a finalement réussi à monopoliser les principales candidatures du FIT pour les prochaines élections : députés en Capital Fédéral et province de Buenos Aires, et de législateurs dans la Capital Fédérale. Dans ces conditions, l'appeler front « PO-PO » n'est pas un manque de respect, mais le plus proche de la réalité. Il faut ajouter aussi que le PTS a laissé dans l'oubli ses fanfaronnades autour de mener une « débat programmatique » dans le FIT, débat que nous croyons avait été pensé dans le sens de mettre des limites aux glissements « libéraux-républicaines » de ses alliés. Avec les principaux candidatures de ce front aux mains du PO, même s'ils arrivent à avoir des élus, c'est évident que mettre ces limites est maintenant impossible : les associés plus petits du FIT devront défendre tous les stupidités que les candidats du PO dissent dans la radio et la télé.

Un tournant opportuniste, sans abandonner les traits de secte, qui ouvre des éléments de crise

Où va le Parti des Travailleurs Socialistes ?

« Le système électoral qui gouverne notre pays est antidémocratique par nature, comme tout autre système bourgeois (...). Nous dénonçons tout cela systématiquement. Mais, malgré cela, nous utilisons la tribune électorale pour diffuser nos idées dans les campagnes électorales et pour se battre pour des sièges qui soient des tribunes pour promouvoir la mobilisation et l'organisation des travailleurs et des jeunes dans une perspective révolutionnaire. Les PASO peuvent être utilisées aussi avec ces limites » (Accords et désaccords dans le Front de Gauche et des Travailleurs, FIT, 13 juin 2013, www.pts.org.ar)

Dans la dernière période le PTS a eu une série de traits et des développements qui semblent avoir fait une **synthèse**. La goutte d'eau qui fait déborder le vase a été sa position par rapport aux PASO. Les PASO sont un mécanisme électoral instauré par la dernière réforme politique légiféré par Kirchner, qui met en place des primaires ouvertes des partis politiques. Derrière l'excuse de permettre à la population de choisir les candidats de chaque parti, les PASO servent en réalité à empêcher la participation électorale de l'extrême gauche : il faut recueillir 1,5% des voix aux primaires pour participer ensuite aux élections générales. La plupart des partis ne présentent qu'un candidat aux primaires : le vrai but de ce mécanisme est dans les faits d'éliminer l'extrême gauche des élections. La proposition du PTS d'utiliser ces primaires prohibitives pour régler le rapport de forces au sein du Front de Gauche et des Travailleurs (FIT) a exprimé un saut qualitatif qui nécessite une explication. En vérité, ces tendances auto-proclamatrices et de gains super structuraux à tout prix, s'exprimaient depuis longtemps, mais à part les voix qui peut obtenir le FIT, nous voyons déjà dans cette organisation des éléments de **déviation opportuniste**, qui commence même à générer une crise interne.

Une adaptation opportuniste

Les camarades du PTS ont souligné que « lutter contre les primaires prohibitives n'est pas contradictoire avec les utiliser pour régler les candidatures » et que les primaires seraient « un mécanisme intéressant pour régler démocratiquement le débat interne sur les candidats ». Bien sûr, faire une déclaration et la prouver sont deux choses différentes, et le PTS n'a pas apporté un seul argument, au moins en public, pour démontrer pourquoi cela « ne serait pas contradictoire ». Nous, le Nouveau MAS, avancerons nos arguments pour démontrer **pourquoi cela est contradictoire.**

Tout d'abord, le PTS fait valoir, dans un article qui se trouve sur leur site d'internet mais non publié en papier, comme s'il s'agirait d'un matériau interne, que le régime et la loi électorale sont antidémocratiques « comme n'importe quel système bourgeois ». C'est une définition correcte dans l'abstrait qui cache une manœuvre évidente : elle dilue dans une affirmation **générale** la nature **spécifique** de la Loi Electorale de Kirchner. Bien sûr que le régime électoral a toujours été antidémocratique : le seuil de 3 % du registre électoral pour accéder à des sièges au parlement, l'énorme inégalité de moyens de communication et des moyens matériaux, presque prohibitifs pour les expressions de la gauche révolutionnaire et les travailleurs, et bien d'autres formes, sans oublier de mentionner en général le caractère antidémocratique et trompeur du mécanisme de « démocratie indirecte ». En fin de compte, bien sûr, c'est une « démocratie » de classe, des exploiteurs[1] .

Mais lorsque la bourgeoisie et ses gouvernements (dans ce cas le Kirchner, avec la complicité de toutes les partis bourgeoises et de la centre-gauche) imposent un mécanisme encore plus antidémocratique, qui bloque la participation de la gauche encore plus, **la question ne peut pas se diluer de manière opportuniste dans une définition générale.** Tous les obstacles et les manœuvres du régime que nous avons remarqué plus haut sont une chose, mais une loi électorale prohibitive qui met en place un seuil **pour pouvoir même participer à l'élection générale** (comme c'est le 1,5 % obtenu aux primaires qui est exigé pour participer aux élections générales), déjà miné par les obstacles et les manœuvres anti-démocratiques est une chose totalement différente. Légitimer ce mécanisme prohibitif **spécifique** en participant joyeusement sous l'idée que « il n'y a aucune contradiction » **est un cas grave d'adaptation.**

Bien qu'il ne les ait pas écrits, la direction du PTS a sûrement des arguments pour se justifier. Un argument pourrait être que les primaires sont un « fait », une « circonstance objective » pour les révolutionnaires, qui n'ont pas d'autre option que de participer. Cela est vrai... dans une certaine mesure. Par exemple, c'est vrai dans le sens qu'ils encouragent à former des alliances pour surmonter ce seuil prohibitif, comme le PTS a fait avec le PO dans le FIT et comme notre parti a défendu publiquement. Ce que le PTS préfère oublier est qu'ils ont appliqué ces mécanismes prohibitifs contre nous, pour nous laisser à côté des élections et essayer ainsi de régler les relations générales des forces avec notre parti, en nous mettant dehors de la scène électorale grâce à l'utilisation d'une loi bourgeoise prohibitive. Le PTS a même dit que nous allions « disparaitre » pour ne pas avoir capitulé aux conditions léonines qu'ils voulaient nous imposer, en profitant du fait que nous avions eu des difficultés pour obtenir la légalité électorale en 2011. Une autre argumentation opportuniste, parce que bien que les élections soient très importantes, elles ne sont en tout cas qu'une instance tactique qui difficilement peut définir le futur d'une organisation révolutionnaire.

Mais l'argument du PTS, en se cachant derrière la « réalité objective qu'on ne choisit pas » considère en fait les primaires comme un mécanisme déjà **établi et légitimé** comme si leur existence aurait des années et des années, alors que la réalité est presque le contraire. Il est vrai qu'aucune force bourgeoise n'a remis en question ce mécanisme antidémocratique, ce qui indique également que sa défense « des institutions et de la République » face à Kirchner, n'est que la défense de la démocratie libérale et de la corporation judiciaire. Mais ceux-ci ne seront que les deuxièmes primaires à être réalisées dans l'histoire, il y avait beaucoup de doutes autour de leur réalisation, et il n'est pas sûr qu'ils survivront le gouvernement de Kirchner. Gabriela Römer, analyste politique bien connue, considère les élections en août comme « malgré tout, une étape vers la normalité » et ajoute: « Nous sommes aujourd'hui mieux placés comme citoyens face à un mécanisme qui clairement devrait améliorer la qualité de cette démocratie qui, non sans quelques efforts, fait son chemin en marchant, comme dirait le poète Machado » (*La Nación*, 23-6-13).

C'est évident que s'il s'agit de quelque chose qui « fait son chemin en marchant », il n'est pas « consacré », comme l'affirme le PTS, en tant que mécanisme de renforcement du régime.

Dans ces circonstances particulières, légitimer les primaires de part de la gauche (et les utiliser contre les autres à forces de gauche) semble un **cas grave d'adaptation opportuniste à l'un des mécanismes les plus antidémocratiques du régime politique, une situation à laquelle le PTS arrive à cause de la soif de postes parlementaires.**

La « inexistence » du mouvement féministe

Un autre débat important à l'heure actuelle est le mouvement féministe. Une journée organisée par la Fédération Universitaire de Buenos Aires a été réalisée récemment à la Faculté de Médecine, où encore une fois le PTS a défendu des positions ridicules, seulement explicables pour des raisons d'ordre interne et sans rapport avec le mouvement réel.

Nous ne développerons ici que deux aspects du débat avec le PTS par rapport au mouvement féministe. L'un, que le mouvement « n'existe pas » et l'autre, le programme à défendre. Un développement particulièrement sectaire du PTS a été de défendre que « le mouvement féministe n'existe pas », devant des comités où il y avait des centaines de jeunes femmes réunies pour discuter comment développer ce mouvement. Nous allons examiner d'abord l'irréalité de cette affirmation et ensuite les raisons son existence.

En Argentine, le mouvement féministe s'est développé depuis de nombreuses années, et comme beaucoup d'autres mouvements, a eu une revitalisation et croissance après l'Argentinazo de 2001. Au cours des dernières années et au-delà de leurs limites, des Rencontres Nationales de Femmes se sont réalisés, certains plus réussies que d'autres, qui réunissent jusqu'à 20 000 femmes ou plus, en menant des mobilisations de masses à chaque opportunité, qui sont un fait politique dans la province respective et parfois à l'échelle nationale.

Mais il n'y a pas que ces Rencontres. Font partie aussi du mouvement féministe des courants de femmes de la Centrale de Travailleurs de l'Argentine et d'autres syndicats, il y a « des campagnes nationales » qui sont en fait des groupes du mouvement des femmes liés au gouvernement, plusieurs ONG qui, même si elles sont réformistes, participent au mouvement, des instituts, des professeurs, des intellectuels, etc.. Et, en outre, les organisations de gauche, le secteur le plus militant du mouvement. Pratiquement tous les partis de gauche, au moins ceux qui sont dynamiques, ont une organisation de femmes liée à eux. *Les Rouges*, qui se sont très développées grâce à la cohérence de leurs perspectives dans la dernière période, est l'organisation de femmes lié à notre parti ; mais il y a aussi les femmes du PCR, le « Plénier de travailleuses » du PO, « Pain et Roses » du PTS, etc...

Si cela ne suffisait, au niveau international, et en accompagnant le cycle actuel des révoltes populaires, il y a **une nouvelle sensibilité** par rapport à l'oppression des femmes et des minorités, qui a donné lieu à des développements de toutes sortes, tels que la rentrée en scène de la lutte pour le droit à l'avortement, l'approbation du mariage pour tous dans plusieurs pays et un long etcetera qui comprend le développement des mouvements et des groupes de féministes sur la scène internationale.

Dans ces conditions **objectives**, dans cette réalité objective, comment peut-on dire que « le mouvement féministe n'existe pas » ? Comme il s'agit d'une affirmation objectivement impossible à prouver, il faut trouver une autre explication : une évaluation **subjective** de la réalité qui a poussé dangereusement le PTS **à abandonner de façon opportuniste la lutte pour le droit à l'avortement**. Parce que le PTS, incorrectement, avait presque abandonné la lutte pour le droit à l'avortement et pour justifier cette défection opportuniste (avec l'argument réformiste que « Kirchner ne le donnera pas ») il a décrété que le mouvement féministe n'existe pas. Inversement au critère marxiste classique, **pour le PTS ce n'est pas la réalité ce qui détermine la politique, mais c'est la politique (opportuniste), ce qui explique la « réalité », dans sa version fanatiseuse *à la PTS*.**

En outre, le PTS a, dans le mouvement des femmes, le problème du programme étroit avec lequel il l'aborde, typique de certain « réductionnisme trotskiste » du passé. Pour le PTS**, l'oppression des femmes comme telle n'existe pas** ; ils n'existent que les problèmes des femmes ouvrières. Bien sûr que les problèmes des femmes ouvrières sont essentiels et configurent un double ou triple oppression, à la maison et au travail, et des milliers de problèmes liés à l'exploitation capitaliste des femmes. En cela, nous sommes d'accord avec le PTS.

Mais nous ne sommes pas d'accord avec ce qui est à la base

Le constraste entre les affiches du PTS et du Nouveau MAS. Dans celui du MAS, nous lisons: «Cristina, Massa et Stolbitzer gouvernent pour les capitalistes. Contre l'impôt sur les salaires ». Dans celui du PTS on ne dit que «Cristian Castillo Député Provincial»

de son approche unilatéral et réductionniste, à savoir : que, en fait, il semble que pour le PTS, **le patriarcat n'existe pas**[2]. Le patriarcat est une institution ancienne, basée sur un partage inégal des tâches entre hommes et femmes dans les sociétés d'État et de classe, qui existait déjà avant le capitalisme, mais qui a continué et s'est renforcé avec l'exploitation du capitalisme. Cette institution signifie que **la femme est subordonnée à l'homme**, qui non seulement reçoit un salaire plus bas et est plus exploitée, mais qui au sein de la famille patriarcale occupe une place inférieure, qu'elle est responsable des tâches ménagères et de reproduction, que cette place subordonnée la rend victime de violence familiale, de féminicide et d'autres oppressions.

C'est cette réalité qui met à l'ordre du jour **un programme global contre l'oppression des femmes** : le droit à l'avortement, contre la violence oppressante, socialisation des tâches ménagères, contre l'exploitation inégale du travail féminin. Autrement dit, un **programme d'émancipation de la femme dans le cadre de la lutte pour la révolution socialiste coud à coude avec la classe ouvrière, son allié stratégique.**

L'argument typique est que la gauche « ne s'intéresse pas aux femmes bourgeoises ». Mais ce qui est oublié ici est que ces « femmes bourgeoises » obtiennent des « compensations politiques » pour ces relations d'oppression (elles ont des femmes de ménage, ils côtoient des hauts fonctionnaires, etc.), mais en aucun cas **elles ressoudent le problème structurel du patriarcat**. Aborder le problème de l'oppression avec une vision étroite « de classe » **dissout** la question spécifique qui touche la grande majorité des femmes exploitées et opprimées et conduit à un programme **réductionniste** qui laisse de côté le 90 % des luttes **réels** du mouvement féministe dans des cas de violence sexiste, de meurtres de femmes, de l'avortement et un long etcetera.

C'est clair qu'on peut nier tout cela et dire que le mouvement féministe « n'existe pas », mais pas parce que c'est vrai, mais parce que d'une façon sectaire et opportuniste à la fois on ne fait pas partie des luttes quotidiennes qui construit le mouvement, et c'est cela qui arrive au PTS.

L'obtention de « profits pratiques » au détriment des perspectives générales

L'expression et le résultat de ce qui précède est **l'obtention de « profits pratiques » au détriment des perspectives générales**, l'autre des mécanismes traditionnels de dérive opportuniste.

Dans un autre texte, nous avons souligné la tension dialectique pressant aujourd'hui dans le sens des gains pratiques. D'une part, le faible niveau encore de développement et de politisation de la nouvelle génération, qui, dans les conditions d'un redémarrage historique mais avec une crise d'alternative, ne croit pas souvent dans les perspectives révolutionnaires et a une idée « rabaissée » de la politique. Cette circonstance subjective survient dans un contexte objectif : une période générale caractérisée par des rébellions et sa résorption réformiste, où règne la démocratie bourgeoise, au-delà de déborde-

ments ici et là.

Dans ces conditions, renoncer à se pour battre pour les positions qui peuvent être obtenues, serait tomber dans un sectarisme criminel et idiot, un ultra gauchisme que nous rejetons absolument. Nous ne critiquons pas l'intention d'obtenir des postes de responsabilité au niveau syndical, étudiant et électorale, que tous les courants révolutionnaires doivent apprendre à mener à bien. Ces postes signifient des places et des représentations d'ensemble qui permettent agir, créer hégémonie et diriger et tout courant qui se considère révolutionnaire, si elle renonçait à eux, renoncerait également à la possibilité de diriger des secteurs de plus en plus importants des exploités et des opprimés, c'est-à-dire se condamnerait elle-même à être une secte minoritaire sans importance. Cela signifie que pour les révolutionnaires il y a des pressions sur les deux côtés : l'opportunisme, mais aussi le sectarisme infantile (ou sénile) des sectes.

Or, ce qui ordonne ce problème est la **perspective** avec laquelle ces postes et ces représentations s'obtiennent : s'il s'agit des fins en soi, ou s'ils sont mis dans la perspective de transformation sociale et l'élévation politique et l'organisation indépendante de la classe ouvrière. Ils sont, évidemment, deux approches très différentes. Et quand le Nouveau MAS critique le FIT, le PO et le PTS pour leur soif de « gains pratiques », nous ne contestons pas l'expectative légitime d'obtenir des élus au parlement (dont l'obtention serait une conquête qui peut aider à élargir le poids politique de la gauche révolutionnaire vers des secteurs plus larges), **mais le réductionnisme opportuniste avec lequel la lutte pour ces élus est menée**.

Nous rappelons ici, par exemple, l'appel voilée (ou pas) d'Altamira, candidat à président pour le FIT en 2001, à voter Cristina pour la présidence mais voter le FIT pour les députés.

La proposition opportuniste du PTS de « profiter des primaires », seulement pour reculer plus tard avec des arguments peu clairs, qui a démontré l'incohérence de sa politique, était précisément une capitulation devant les mécanismes du régime, tout pour régler un combat interne sur des candidatures.

Parce que dans la perspective générale que nous avons signalé nous incluons, évidemment, l'éducation politique de l'avant-garde. Et les justifications opportunistes du PTS sur les primaires ne parviennent qu'à **dépolitiser la base de son parti,** ou à les éduquer sur les critères

> Le PTS ne voit que ce qui va du parti vers l'avant-garde et la classe, et pas cela qui vient de l'avant-garde et de la classe vers le parti. Le parti ne peut avancer que s'il se nourrit et s'il apprend de l'expérience de la lutte de classes elle-même, de l'expérience que les travailleurs et leur avant-garde mènent, et s'il ne s'appuie pas sur cette expérience pour avancer. «L'éducateur lui-même a besoin d'être éduqué», disait Marx dans ses fameuses *Thèses sur Feuerbach*

capricieux qui se retournent contre eux, comme sous-produit de sa subjectivité et des erreurs d'appréciation en ce qui concerne les proportions réelles des choses.

L'incapacité du PTS à construire hégémonie

Un autre cas grave de la situation est l'approche du PTS dans les Plenaires Ouvriers convoqués par le Syndicat des Travailleurs de Pneus de l'usine FATE contre la taxe sur les salaires. Il s'agit, de part des camarades de FATE, d'une initiative extraordinaire au-delà de ses limites, qui est **politique et non seulement économique** (bien que le PO essaye de les presser dans ce sens, suite à sa conception selon laquelle ce sont les partis qui font de la politique, et les ouvriers ne luttent que pour des « revendications économiques »). Mais pour le PTS, une initiative qui vient du FATE ne tombe pas bien, parce qu'ils ont calomnié cette extraordinaire expérience, en disant des bêtises comme que « les travailleurs de FATE ne luttent pas ».

Maintenant que la réalité les a frappé, plutôt que de se corriger, ils ont fait une tournure sectaire typique du PTS : **ne prendre en compte d'abord la réalité des choses, les expériences réelles et développer une politique révolutionnaire à partir de ces expériences.**

La réalité est qu'un secteur d'avant-garde de la classe ouvrière a essayé de faire un pas en avant, petit mais réel, dans un sens indépendant, qui remet en question un aspect central de la politique de Kirchner. Il s'agit d'une revendication qui avait été défendue à l'époque par la Confédération Générale du Travail de Moyano, mais qui, comme c'est toujours le cas avec les bureaucrates, s'est perdu derrière leurs prétentions électorales.

Le problème est que, quand un secteur réel fait un pas en avant, qui vaut plus que mille programmes, comme le disait Marx, il s'agit d'essayer d'aller plus loin (ce que les militants du Nouveau Mas voulons faire), et pas de se placer pratiquement contre cette initiative. Ce n'est pas la première fois que le PTS agit comme ça. Il avait une position similaire par rapport aux Assemblées de Chômeurs, dans ce cas parce que c'était le PO qui était hégémonique ; il a refusé d'accompagner l'expérience de la campagne pour la journée de travail de six heures, lancée par les camarades du syndicat du métro (à ce moment-là c'était encore une direction syndicale indépendante) ; ils ont totalement refusé d'appuyer l'expérience de la liste 5, lutte de classe et antibureaucratique dans les élections de la Centrale des Travailleurs de l'Argentine, impulsée par une assemblée générale de FATE, et maintenant ils sont aussi contre cette nouvelle expérience qui est mandatée par en bas par les travailleurs de l'usine.

En somme : dans chaque expérience réelle qui vient d'n bas et **où ils ne jouent pas un rôle centrale**, au lieu de soutenir cette expérience pour ensuite lutter politiquement avec les autres tendances, ils s'opposent, même si en faisant cela ils rejettent un pas en avant du mouvement réel.

Il s'agit d'un problème fondamental du PTS, lié à un aspect de sa conception du parti : **son incapacité à construire l'hégémonie**. C'est un problème sérieux de secte croire qu'on est seuls, qu'il n'y a pas d'autres forces politiques et sociales dans la réalité avec lesquelles se mesurer et qu'il faut prendre en compte lors de l'élaboration des politiques.

Le concept d'hégémonie renvoi exactement à cela : **à l'existence d'autres forces sociales et politiques qui doivent être influencés pour faire progresser les objectifs révolutionnaires**. Ce n'est pas possible si on les nie de manière sectaire. Par conséquent, le PTS n'a aucune idée du front unique. Bien sûr, les autres organisations politiques ou syndicales sont des rivaux ; c'est pourquoi nous construisons nos propres organisations ou nous voulons que nos politiques dans le mouvement ouvrier, des étudiants ou féministe gagnent de l'influence. Mais une autre chose est **d'ignorer leur existence**, une absurdité qui aboutit à quelque chose qui arrive habituellement au PTS : rester dans **la stérilité sectaire et l'auto-proclamation.**

Il faut partir du constat que d'autres organisations existent et que notre art est de **les gagner ou les « pousser » vers notre politique**. Pour y parvenir la seule solution est de faire des accords ou de gagner la lutte politique par en bas, mais il faut commencer pour reconnaitre qu'ils existent. Et c'est plus vraie encore quand il s'agit d'expériences indépendantes de l'avant-garde de la classe ouvrière, au-delà des traits centristes qu'ils ont (quelque chose qui est presque inévitable s'ils sont des expériences réelles et pas de laboratoire).

L'incapacité du PTS de construire hégémonie provient de son incapacité à faire des fronts uniques : **parvenir à des accords qui permettront de développer la lutte**, en même temps que nous continuons la critique envers les organisations avec lesquelles nous faisons ces accords. Considérer ces instances comme indispensables pour la lutte ne signifie pas accepter les versions opportunistes du front unique : la prétention que tout soit grâce à des accord et des consensus et pas un sous-produit, en fin de compte, d'une lutte qui a toujours comme un support fondamental la lutte par la base, ainsi que la construction du parti et de ses groupements.

Il s'agit d'éviter autant l'opportunisme que le sectarisme : sans front uniques et sans reconnaître la place des autres interlocuteurs sociaux et politiques, c'est impossible de construire hégémonie et de surmonter la stérilité sectaire.

La conception du parti

Enfin, tout cela converge dans une conception du parti que le PTS traduit dans une intervention quotidienne capricieuse et autoproclamatoire. En l'absence d'un bilan historique du XXe siècle, le PTS a une idée du parti absolument unilatérale, qui perd de vue les perspectives d'élévation politique et d'auto émancipation du prolétariat. Le Parti révolutionnaire devient l'alpha et l'oméga du cours des événements **uniquement lorsque toutes les autres conditions objectives sont présentes** : c'est la plume qui finit par basculer l'équilibre de la lutte des classes dans un sens socialiste quand toutes les autres

conditions sont réunies (conditions, il ne faut pas oublier, dont le parti contribue aussi dans la construction, même s'ils ne sont pas encore les conditions décisives). C'est le sens indiqué par Trotski sur le rôle de Lénine dans la révolution russe lorsqu'il apprécie le rôle central de la personnalité dans des conditions historiques déterminées.

Mais cette même définition montre que le parti n'est pas le seul élément du mécanisme de la subjectivité de la classe ouvrière, mais seulement le plus important et décisif, en particulier dans les situations révolutionnaires. Le PTS n'a pas une compréhension correcte de cela : il ne voit que cela qui va du parti vers l'avant-garde et la classe, **et pas cela qui vient de l'avant-garde et de la classe vers le parti**. Il a une conception presque artificielle, **non dialectique** de ces relations d'enrichissement mutuel, comme sous-produit, entre autres, de son manque de bilan du XXe siècle. Si on étudie Lénine et Trotski on verra que, Lénine depuis toujours (voir sa lutte contre les « hommes de comité » en 1905) et Trotski depuis qu'il a mûri son idée de parti après la révolution russe, indiquent tous les deux qu'il s'agit d'une relation qui compte deux termes et pas juste un**. Parce que le parti ne peut avancer que s'il se nourrit et s'il apprend de l'expérience de la lutte de classes elle-même, de l'expérience que les travailleurs et leur avant-garde mènent , et s'il ne s'appuie pas dans cette expérience pour avancer**. « L'éducateur lui-même a besoin d'être éduqué », disait Marx dans ses fameuses *Thèses sur Feuerbach*.

Parce que le PTS entretient dans cela une logique souvent artificielle : il confond le fait de propagandiser certaines expériences de son militantisme avec les limitations et les batailles qui se posent pour que ces expériences réelles arrivent à se développer. En même temps, il est une de ses pratiques habituelles d'ignorer les expériences réelles, quand ils ne les dirigent pas, au lieu de les prendre comme un point d'appui pour l'action et pour développer sa politique en les faisant avancer.

Le PTS a écrit assez sur le « modèle soviétique », mais ce n'est pas sûr qu'il le comprenne vraiment, ou au moins d'une manière non réductionniste. Parce que le « modèle soviétique » est une dialectique entre **trois parties**, dont l'ignorance nous rappelle l'approche unilatérale de Moreno. Dans l'années 1980 on disait que la « stratégie des révolutionnaires sont deux : mobiliser les masses et construire le parti », en oubliant les organes du pouvoir et la démocratie ouvrière[3]. Quelques années plus tôt, dans le *Morenazo* de 1973, il polémiquait avec Mandel avec un angle unilatéral : contre le caractère purement propagandiste de Mandel, Moreno allait dans le sens inverse, en défendant l'idée que la conscience de classe est fournie par le parti comme « l'aspirine à un patient », **sans que la classe elle-même fasse un processus de développement propre.**[4] Nous ne disons pas que le PTS ait les positions de Moreno, mais qu'il a développé un autre type de réductionnisme où le parti est **tout** et les masses et l'avant-garde **rien**.

Mobilisation contre l'impôt sur le salaire appelée par le Plenaire Ouvrier impulsé par les camarades du syndicat antibureaucratique de FATE

Le PTS a une somme d'approches incorrects: par rapport xu justes relations entre les masses ouvrières, l'avant-garde et le parti ; de la démocratie socialiste ; par rapport aux leçons du XXe siècle, qui ont marqué que la révolution socialiste ne peut être que le travail de la classe ouvrière, de ses organisations et de ses partis, une classe ouvrière qui doit faire des pas de géant vers une approche consciente et démocratique des problèmes ; par rapport à que le parti se construit dans ce métabolisme avec la classe ouvrière, à laquelle il offre pendant le développement des expériences des travailleurs eux-mêmes(pas «du dehors», comme le croyait Kautsky, mais, encore une fois, en métabolisme intime avec elle) la conscience socialiste de l'ensemble des relations ; que le parti apprend des expériences indépendants que la classe ouvrière elle-même construit, et il s'appuie sur elles. Et cette approche incorrecte ou cette conception erronée, se manifeste aussi lorsqu'il évalue l'importance de la politique révolutionnaire.

La réduction de la politique à la manœuvre

Le PTS a développé une conception totalement **réductrice** de la politique révolutionnaire. Il a développé récemment un débat interne sur la tactique et la stratégie, et il a écrit quelque chose sur ce point. C'est très bien et ce devrait être un antidote contre le réformisme.

Mais le PTS a réduit le débat à une sorte **d'école sur les manœuvres**. Avec cela, nous ne voulons pas dire que les manœuvres ne sont pas essentiels pour les révolutionnaire, non seulement dans la lutte contre les ennemis de classe, mais même dans la lutte de tendances socialistes, dans lequel chaque courant cherche à se faire respecter, et qui fait partie intangible de la démocratie prolétarienne. Ceci peut être vu à chaque étape, régi par une loi politique objective du plus fort, **de la survie du plus apte et le déplacement et/ou décadence des autres tendances.**

Mais quelque chose de très différent est de perdre la densité et le contenu **politique** des combats et tout ramener aux manœuvres, souvent capricieuses, sans aucune justification objective. Parce que si la politique est un outil d'intervention dans un champ objective de possibilités et d'alternatives de classe ; mais pour des raisons capricieuses ou subjectives on ne part pas de la réalité de la lutte de classes, **ce qui est dévaluée est la politique elle-même.** Le PTS semble faire ici, plusieurs fois, une **inversion**: il perd de vue que les manœuvres sont finalement un moyen d'imposer une fin particulière, la politique révolutionnaire, et il les transforme en fin en soi, capricieux et vidé de contenu.

La réduction de la politique et la stratégie à des simples manœuvres est un autre trait d'une organisation éloignée des batailles politiques objectives et, comme on voit de plus en plus dans les pratiques du PTS, aboutit finalement, de plus en plus, **sur l'opportunisme**.

[1] Comme un exemple de l'erreur que signifie diluer des considérations concrètes dans des généralités, nous rappelons l'Allemagne des dernières décennies du XIX siècle, un régime bonapartiste avec des formes parlementaires –en plus de l'existence de l'Empire et du Kaiser- qui finalement a sous Bismarck interdit directement la social-démocratie. Quelque chose beaucoup plus grave que les primaires, et incomparable avec elles. Mais l'exemple est utile quand même: imaginons les arguments abstraits de type "de toute façon, c'est antidémocratique comme toute régime parlementaire". Au contraire, la social-démocratie allemande s'est renforcé dans la lutte contre son interdiction, dans un période révolutionnaire.

[2] Des classiques du marxisme comme L'origine de la famille de la propriété privée et de l'Etat, de Engels, et les tentatives de Marx d'être au jour par rapport aux études anthropologiques de son époque, y compris sur le patriarcat, semblent "ne pas exister" pour le PTS et d'autres forces de la gauche en Argentine.débats)

[3] Cela arrivait à Moreno aussi dans le texte *La dictature du Prolétariat,* où il allait trop loin avec l'idée que les soviets et les organismes de pouvoir ouvrier étaient seulement "tactiques", ce qui a été démenti par l'histoire du XX siècle, puisque l'affaiblissement des soviets a amené, aussi, à la liquidation du parti bolchevique.

[4] Il s'agissait d'une analogie incorrecte: la critique à Mandel qui semblait exiger aux travailleurs "tout connaitre", comme des étudiants universitaires, pour arriver à la conscience de classe était correcte; mais Moreno allait unilatéralement dans l'autre sens lorsqu'il réduisait le processus complexe de la conscience de classe à une sorte de "aspirine" apportée par le parti en dehors du processus réel de la classe.

Nous avons installé les droits des femmes dans l'agenda nationale

Par Manuela Castañeira

Après une longue et épuisante campagne électorale, où les camarades du Nouveau MAS et de l'organisation féministe Las Rojas sont allées jusqu'au bout dans la bataille politique pour faire entendre la voix des femmes, des jeunes et des travailleurs. Après des semaines de parcourir les quartiers, avec des tables pour diffuser nos idées et parler avec des milliers de personnes, avec les camarades qui ont collé des milliers d'affiches dans toute la Capitale Fédérale, contre les appareils des partis patronaux. Après une journée épuisante de dimanche où les militants, sympathisants et amis ont défendu nos voix dans le scrutin. Avec une immense joie pour avoir réussi à nous faire connaitre dans les rues avec tous les moyens que nous avons eu à notre disposition. Avec le résultat dans les mains, il est temps de réfléchir tranquillement sur les enseignements que cette expérience fructueuse nous a laissé et les étapes à venir.

Cortège de l'organisation féministe Las Rojas dans la mobilisation pour l'avortement légale du 1er Novembre 2012

Commençons par le fait le plus objectif : la liste du Nouveau MAS et Las Rojas a obtenu autour du 1%, c'est-à-dire, plus de 18 000 voix. C'est une base politique énorme et un point d'appui important pour avancer encore plus. Quand nous avons lancé notre campagne pour les droits des femmes tout l'arc politique de droite à gauche (oui, à gauche!!) nous disait que nous étions des suicides, que c'était fou de parler du droit à l'avortement dans les élections. Que cela nous ferait perdre des voix, que cela n'était pas à l'ordre du jour et que c'était hors de la réalité, que ce n'était pas possible de parler des droits des femmes avec un Pape argentin, qu'avec François I, cette revendication était enterrée.

Nous ne nous avons pas laissé impressionner, nous ne nous avons pas laissé entrainer par la marée cléricale qui a influé tout le monde, de droite à gauche (oui, encore une fois, à gauche!). Nous avons décidé de parler clairement aux femmes, aux travailleurs et aux jeunes. Ni Cristina ni la soutane de François I n'allaient nous taire ; nous n'allions pas tomber sur le crétinisme de ne pas de parler de la tragédie qui signifie la situation des femmes en Argentine, la massacre quotidienne produite par la clandestinité à laquelle on condamne des jeunes femmes: il y a des centaines qui meurent chaque année, des centaines qui sont enlevés avec la complicité de l'État par les réseaux de proxénétisme, il y a des milliers qui vivent terrifiées dans un climat de violence, il y a des millions qui vivent une double ou triple exploitation au travail qui las condamne quotidiennement.

Ce qui nous guide n'est pas un sondage d'opinion, mais les problèmes réels auxquels sont confrontés les exploités et les opprimés tous les jours. C'est un mérite dont nous en sommes fiers : nous étions la seule voix qui s'est élevé dans ce tsunami clérical. À contre-courant, souffrant le boycott absolu et avoué des médias télévisuels, qui nous ont dit clairement qu'ils ne voulaient pas nous inviter aux émissions télé, parce qu'ils ne voulaient pas donner la parole aux revendications que nous défendions.

Notre entêtement de parler de ce que personne ne veut parler nous a fermé les portes de ceux d'en haut, mais nous a ouvert un univers par en bas. Les démonstrations de soutien à notre candidature ont été une constante pendant toute la campagne. Les gens sont venus à nos tables d'agitation, ils parlaient avec nous, ils nous ont reconnu la bravoure de la revendication. Cela nous laisse un grand enseignement. Les secteurs exploités et opprimés savons par notre expérience quotidienne, que pour défendre nos revendications, nous devons faire face à toutes les institutions du régime politique, et pour cela, nous avons seulement deux armes, la politique et l'organisation. C'est notre politique organisée ce que nous a permis de surmonter quelques obstacles (pas tous encore). Être claires, honnêtes et parler sur la réalité quotidienne (et pas sur les délires de comité), parler à haute voix et sans hésiter nous a permis d'être respectées, d'être entendues.

Nous avons obtenu que certains secteurs qui se considèrent toujours kirchneristes, mais qui ne sont pas d'accord avec le cours cléricale et misogyne de la politique de Cristina, nous ouvrent leurs microphones. Nous avons obtenu l'appui de certains journalistes, comme c'est le cas de Carla Conte et Elizabeth Vernaci. Si tout cela a été possible dans ces conditions défavorables, c'est parce que le Nouveau MAS et Las Rojas ont non seulement une fermeté politique qui se distingue dans le climat opportuniste qui a caractérisé la campagne, mais parce qu'il a aussi des militants dévoués, qui ont pris dans leurs mains cette lutte politique, qui se sont organisés et ont amené cette campagne aux quatre coins de la Capitale Fédérale. Si nous avons réussi à recueillir ces soutiens, c'est parce que tout d'abord nous avons appris à nous faire entendre.

Bien sûr, qu'avec l'immense joie de savoir que nous avons fait une campagne extraordinaire, nous savons qu'il y a encore des obstacles à surmonter. Les Primaires ont rempli sa mission, ils ont réussi cette fois à laisser ces revendications hors des élections nationales d'Octobre : nous n'avons pas obtenu le 1,5% requis pour participer aux élections générales. Mais c'est aussi une leçon : lorsque nous disons que les Primaires sont un piège du gouvernement contre les secteurs populaires, nous dénonçons cette réalité. Et en cela, nous sommes fiers également d'être le seul parti de gauche qui a été à la hauteur des circonstances. Là où tout le monde s'est tu, nous avons élevé nos voix, mais pas en solitude: il y a eu 18 000 personnes, qui ont élevé leurs voix avec nous. Un capital politique que nous allons défendre et que nous avons le défi consolider et de multiplier à partir de maintenant.

Les perspectives que nous avons sont immenses. Nous n'avons pas commencé ce combat il y a deux mois. Las Rojas et le Nouveau MAS sommes, peut-être, le courant politique qui plus obstinément et de la façon la plus cohérente défend ces drapeaux tous les jours. C'est pourquoi nous invitons tous les camarades, les amis et les sympathisants qui ont accompagné ce combat à discuter le bilan et les résultats de cette campagne et à nous joindre pour continuer cette bataille.

Notre liste, pour très peu de voix, n'a pas obtenu le 1,5% requis aux Primaires, mais les échos de nos voix résonnent toujours dans l'agenda politique national. Ces échos résonneront encore plus au rythme des tambours de Las Rojas. La voix des femmes continuera à s'entendre dans les rues. Parce ils ne vont pas nous taire, nous organisons déjà une grande mobilisation pour le droit à l'avortement ce 28 septembre, la journée pour la dépénalisation de l'avortement en Amérique latine et les Caraïbes. Nous avons le défi de nous organiser et de multiplier les voix et les forces pour cette revendication.